

riva des Etats-Unis la Commission Américaine, qui, dans le courant de l'année 1899, sous la direction de M. Shurman, son président, était chargée, par ordre du Cabinet de la *Maison Blanche*, d'établir une enquête sur l'état politique, social, religieux, financier, agricole et industriel des Philippines. Le but évident de cette enquête était de former l'opinion américaine. A cette fin le rapport de la Commission Shurman a été publié par tous les organes de la presse aux Etats-Unis.

Or quels ont été les témoins appelés par M. Shurman à déposer en présence des membres de la Commission sur l'état religieux de la colonie ? Tous, des Philippins manifestement imbus des idées les plus avancées et les plus révolutionnaires. Lorsque cette Commission fut de retour à Washington, au mois de novembre 1899, et remit son rapport au Président Mc-Kinley, un prélat américain, alors de passage à Washington, mis par le Saint-Siège au courant du véritable état des choses, fit remarquer avec beaucoup d'à propos au Président que les membres de la Commission n'avaient pas même daigné interroger l'archevêque Mgr Nozaleda, ni aucun des autres évêques des Philippines, alors réfugiés à Manille ; que la Commission avait également négligé d'entendre les Philippins conservateurs ; qu'en réalité le rapport de la Commission Shurman, précieux au point de vue des renseignements matériels et statistiques, n'était, au point de vue social et religieux, qu'un résumé des accusations portées par le parti avancé philippin contre les religieux espagnols ; qu'enfin la Commission des Etats-Unis, si elle eût voulu exercer en cette circonstance le rôle d'un juge impartial entre les divers éléments de la colonie, aurait dû non seulement appeler à sa barre, comme témoins, les Philippins favorables à la cause des religieux, mais encore les religieux eux-mêmes et surtout les évêques, puisqu'il est de droit naturel qu'en tout jugement l'accusé soit confronté avec ses adversaires, afin de porter à la connaissance du juge ce qu'il croit nécessaire de faire connaître pour sa défense.

Le président Mc-Kinley se rendit à l'évidence et à la justice de ces raisons et promit que le Gouvernement, sous peu, ferait procéder à une nouvelle enquête par une autre Commission qu'on enverrait prochainement aux Philippines. Mais en attendant, le Gouvernement américain fai-